

Analyse

Les enjeux géostratégiques de la crise coréenne

jeudi 6 août 2009, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juin 2009).

La crise ouverte par la nouvelle escalade de tension menée par la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a d'abord une dimension régionale du fait de la proximité de la péninsule de la Chine, du Japon et la Russie. Mais elle a aussi des implications au Moyen-Orient par les liens qu'entretient Pyongyang avec l'Iran et la Syrie et le précédent que peut constituer le « cas coréen » pour la diplomatie américaine.

Le risque immédiat de cette crise est un incident militaire entre les deux Corées. Un accrochage est toujours possible le long d'une zone démilitarisée, de chaque côté de laquelle se font face deux armadas sur le pied de guerre. La RPDC a annoncé ne plus être liée par l'armistice de 1953. Par le passé, Pyongyang a dénoncé à plusieurs reprises cet accord. Cette fois, le régime réagit à une initiative du Sud, venant elle-même en réaction aux « provocations » du Nord : participer à l'Initiative contre la prolifération (PSI), qui permet l'arraisonnement en haute mer de navires suspects. Selon Pyongyang, Séoul viole l'accord d'armistice.

Le retour à la confrontation entre les deux Corées s'inscrit dans un contexte particulièrement volatil : tant le Nord que le Sud entendent répondre à chaque « provocation » de l'autre. Aucune des deux Corées ne veut un conflit mais chacune paraît prête à faire monter la pression jusqu'à la limite au-delà de laquelle un dérapage n'est pas exclu. Un seuil difficile à localiser d'autant que les canaux de communication entre les deux pays ont été coupés.

Le second risque régional entraîné par le branle-bas de combat dans la péninsule est la course aux armements. Au Japon, la menace nord-coréenne est l'argument traditionnel de la droite pour développer les capacités de défense de l'Archipel. Les manœuvres de Pyongyang ont relancé le débat sur la possibilité pour le Japon de procéder à des attaques préventives et à se doter de l'arme nucléaire.

Grâce à ses stocks de plutonium et à son avance technologique, le Japon pourrait rapidement franchir le pas. Bien qu'elle ne soit pas à l'ordre du jour, l'option nucléaire est présente à l'esprit des dirigeants japonais qui s'interrogent sur la fiabilité du parapluie nucléaire américain dans l'hypothèse où les Etats-Unis seraient directement menacés. Des doutes qui alimentent un débat plus large : la quête par le Japon d'une nouvelle identité politique qui suppose une relation plus égalitaire avec les Etats-Unis.

La gesticulation nord-coréenne titille aussi Séoul : en 1974, le général président Park Chung-hee était sur le point de se doter de l'arme nucléaire, mais Washington coupa court à cette ambition. Pékin ne veut en aucun cas un Japon doté de l'arme nucléaire. Moscou non plus : « *Il serait erroné de se lancer dans une course aux armements* », avait déclaré à propos de la crise coréenne le premier ministre Vladimir Poutine à la presse japonaise, la veille de son voyage au Japon début mai.

En Chine, les menées belliqueuses nord-coréennes ont suscité d'inhabituelles critiques de la

politique de Pékin à l'égard de la RPDC de la part des spécialistes des questions internationales : Zhan Liangui, expert des questions nord-coréennes, appelle le gouvernement à renoncer à sa circonspection à l'égard de Pyongyang, tandis que de Zhu Fen du Centre d'études stratégiques de l'université de Pékin qualifie l'essai nucléaire de « *gifle à la Chine* ». Il paraît peu vraisemblable que Pékin se déporte de sa position de médiateur dans cette crise, au risque de perdre toute influence sur le régime, de le déstabiliser et de provoquer un chaos interne qui pourrait avoir pour conséquence la perte du contrôle par le régime de son arsenal nucléaire, accroissant les risques de transfert de ces technologies à l'extérieur.

Pour le gouvernement chinois, l'équation est aussi simple que le dilemme qu'elle pose est entier. Qu'est-ce qui est préférable ? Une RPDC nucléaire, agaçante mais dépendante, ou un effondrement du régime avec le risque d'une réunification par le Sud sous la coupe américaine ? Mais choisir la première option, c'est encourager la course aux armements, voire la prolifération dans la région - et ailleurs.

Qu'on lui reconnaisse ou non le statut de puissance nucléaire, la RPDC est détentrice de capacités atomiques et le risque existe qu'elle vende son savoir-faire. Selon les services de renseignements américains, des experts nucléaires nord-coréens se rendent fréquemment en Iran (ce que nie Téhéran). Les deux pays peuvent se compléter : la RPDC a des stocks de plutonium et l'Iran peut l'aider en matière d'enrichissement de l'uranium.

A moins que, d'une manière ou d'une autre, l'administration Obama traite directement avec Pyongyang, on voit mal où s'arrêtera l'escalade. Mais paraître « céder » à Pyongyang soulèverait un tollé des « faucons » au Congrès et pourrait être interprété comme un message de faiblesse par Téhéran. Un geste de la part des Etats-Unis pourrait au contraire indiquer une volonté de se dégager de la spirale actuelle en se plaçant « *au-dessus des condamnations émotionnelles* » et des « *menaces irréalistes à mettre en œuvre d'un côté comme de l'autre* », écrivent Peter Hayes et Scott Bruce, de l'Institut Nautilus à San Francisco. Ce n'est pas la position adoptée, pour l'instant, par Washington.

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 10.06.09. LE MONDE | 09.06.09 | 13h47 • Mis à jour le 09.06.09 | 13h47.

* Philippe Pons (Correspondant à Tokyo). Courriel : pons@lemonde.fr.